

## PAS DE TOIT ! PAS D'ECOLE !

### Histoire d'une expulsion jeudi 28 février 2008 dans la région lyonnaise

C'est l'histoire de l'expulsion d'un squat où vivent plusieurs familles : cinq couples, un jeune adulte de 26 ans, un adolescent de 13 ans, une petite fille de 8 ans, un garçon de 2 ans, un bébé de 8 mois .Les uns roms d'origine bosniaque et serbe ,les autres d'origine roumaine vivent en France depuis quatre, cinq ,voire six ans .Ils font des allers retours les uns au Centre de rétention administratif situé à côté de l'aéroport de Lyon Satolas les autres en Roumanie

C'est en novembre 2007 qu'une des bénévoles de l'association CLASSES (1) fait leur connaissance et les incite malgré leur réticences à inscrire leurs deux enfants à l'école .L'immeuble qu'ils squattent appartient à la Communauté urbaine .

La décision d'expulsion est prise par le tribunal administratif en novembre 2007 . Elle s'appuie en partie sur les « risques liés à des installations électriques dangereuses ». Le commandement de quitter les lieux leur est remis par huissier le 2 janvier 2008.

Lorsque interviennent les premières actions de police au début de la semaine de l'expulsion , le squat est habité par une mère bosniaque d'une quarantaine d'années, son compagnon serbe, ses 2 fils majeurs et son fils de 13 ans scolarisé dans un collège de Oullins(Rhône) depuis novembre .Le fils aîné (depuis 3 semaines au CRA )vit avec une compagne d'origine serbe et sa fille de 8 ans scolarisée à Oullins depuis novembre. Le cadet vit avec une compagne enceinte de 7 mois bosniaque et leur petit garçon de 2 ans .

Deux autres couples roumains et serbes avec un bébé de 8 mois habitant l'immeuble sont en déplacement?Le jeune homme de 26 ans déjà évoqué est présent sur les lieux. Tous espèrent obtenir (sauf les roumains )au fil du temps le statut d'apatride et tous reprennent comme Sisyphe éternellement leurs démarches auprès de l'Administration française: aides financières ,papiers d'identité ,demandes de recours ,logement ,travail,école ,aide médicale. L'étayage des associations auxquelles ils sont liés est tributaire des aléas de leur situation et de la discontinuité des liens noués avec tel ou tel militant associatif alors qu'ils rêvent du jour où persécution et errance prendront fin.

1) CLASSES/ Collectif Lyonnais pour l' Accès à la Scolarisation et le Soutien aux enfants des Squats

## **JOURNAL D'UNE EXPULSION**

### **Mardi 26 février**

l'ALPIL (3)suit ces familles depuis quelques temps et cherche des solutions .Ce même mardi matin en qualité de signataires de la MOUS(4) fin février ,l'association propose dans une réunion à la Préfecture de prendre la responsabilité de la mise en sécurité de l'immeuble

squaté . La proposition est rejetée : l'OPAC se porterait acquéreur pour faire des logements sociaux .C'est du moins la version officielle .

l'ALPIL demande alors au Préfet un sursis de 10 jours mardi 26 février après midi pour organiser l'hébergement en urgence et réduire les effets d'une expulsion sauvage .Demande appuyée mardi en fin de journée par le Conseiller général socialiste d'Oullins . le Cabinet du maire dans le même temps interroge la préfecture sur les dispositions prises en terme d'accompagnement social prévu .Demande rejetées,questions laissées sans réponse .

A 10h une petite délégation de CLASSES se présente à la Mairie d'Oullins pour rencontrer le Maire .Il s'agit d' évoquer avec lui l'urgence de la situation ,l'expulsion à venir , les questions humanitaires ,la scolarité des enfants .Autant de thèmes abordés dans un courrier adressé courant janvier au Maire par le président de CLASSES , resté sans réponse depuis .Le maire absent se fera représenter par un attaché de son cabinet qui la recevra vers 12 h manifestant surtout son impuissance devant la situation.

### **Mercredi 27 février:**

#### **Les événements se succèdent :**

Et comme un malheur n'arrive jamais seul,lorsque la « référente CLASSES » se rend le mercredi 27 février en fin de matinée sur le squat elle apprend que le matin tôt la Police des Frontières sans grande discrétion et c 'est un euphémisme, a embarqué tous les occupants du squat sauf une jeune femme enceinte de 7 mois et les enfants laissés en toute irresponsabilité à sa garde . La procédure est pour le moins scabreuse :cette jeune femme n'a aucun lien de parenté avec certains des enfants . Les enfants ravagés par des angoisses d'abandon ne verront revenir leurs mères qu'en fin d'après midi .Le compagnon de la jeune femme enceinte ne reviendra que le lendemain en fin de matinée après l'expulsion. Deux hommes semblent avoir été envoyés dans le CRA d'un autre département .

Inutile d'insister sur effets traumatiques des événements de cette journée ,veille d'expulsion. Laisser pour la nuit trois enfants et des femmes dans ce squat sans dessus dessous est impensable. Les bénévoles de CLASSES organisent rapidement la solidarité pour leur assurer un couchage décent et sécurisé afin de pouvoir affronter la dure réalité du lendemain matin .

3. ALPIL Action Lyonnaise pour L'Insertion sociale par le Logement
4. MOUS Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale

### **Jeudi28 février :**

Les familles reviennent dès 7h sur le squat. Aidées par les associations , les meubles et effets personnels sont entassés sur le trottoir (d'ordinaire les meubles sont abandonnés dans les squats). Petit à petit les « acteurs » et témoins de cette expulsion arrivent dans la bien nommée petite rue de la Convention:

- les services de Police ,l'huissier,les interprètes « officiels »(il n'y en aura pas besoin) ,les pompiers

- les associations :CLASSES, LDH, ASSADA, COLLECTIF ROMS, RESEAU VIGIE, RSF, ASET
- tous les élus de l'opposition: PS les Verts LO PC
- les voisins ,les amis
- l'attaché du cabinet du Maire
- les ouvriers responsables de la fermeture du squat
- le journaliste du Progrès qui a déjà consacré un article à la situation des occupants du squat paru ce matin (FR3 prévenue ne se manifeste pas « faute de journaliste disponible »)

Ceux qui n'arrivent pas : l'ALPIL et pour cause !! Réclamée par la commissaire de Police qui de toute évidence est dépassée par l'absence d'accompagnement social de la Préfecture et de la Mairie

En l'espace de 2 heures la situation va se dénouer. Les élus réclament la présence du Maire .Les associations campent dans la rue au côté des familles assises sur leurs meubles . Du café circule en attendant du nouveau sur la prise en charge des familles .

Le Maire arrive rapidement .Interpellé, pressé par les élus et les associations il prend très vite la mesure de l'indignité du sort fait aux squatteurs .Après une brève consultation avec les élus et les associations il prend les décisions suivantes :

-les familles seront accompagnées en mairie par les associations et reçues par le Maire qui leur expliquera les mesures prises à court terme. L'élue déléguée aux affaires sociales devra les emmener rapidement ( elles sont épuisées et choquées) dans un hôtel paisible et très correct du centre ville de Oullins, non loin de la mairie .

-les services municipaux se chargeront de mettre les meubles et effets personnels dans un local d'une école désaffectée

Pour sa part le Maire s'engage

- à reprendre les positions administratives de chaque membre de la famille
- à laisser les familles à l'hôtel tant que la question d'un hébergement n'est pas trouvé.
- À tenir informée la référente de CLASSES de la suite donnée à cette affaire par ses services

Le Maire enfin demande aux deux enfants de retourner à l'école lundi .

**Quel enseignement tirer de tout cela ?**

Une semaine après ces événements , la question que l'on est en droit de se poser est celle de l'urgence urgente à expulser ces familles sans accorder les délais de 10 jours ?

Les autres questions sont bien sûr de nature politique .Jusqu'à quand les associations vont elles pouvoir faire des sauvetages sans s'épuiser .Le mythe de Sisyphe évoqué plus haut pour les familles ne deviendrait il pas de plus en plus la mythologie des associations également?

Ce texte est une synthèse de ce qui a pu être vécu,fait par les uns par les autres .Les énergies et toutes les heures passées sur le terrain et au téléphone pour joindre des responsables politiques sociaux ,associatifs,administratifs pourraient être mise au service d'un travail de construction avec les populations étrangères!

Oullins est un exemple de sauvetage de dernière minute dans le contexte des élections municipales .Nous ne pouvons pas nous le cacher .

Edwige Galland

CLASSES